



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

Aménagement durable des territoires méditerranéens / sous la direction de Béatrice Mésini

**éd. Presses universitaires de Provence - Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2012
cote : 58.634**

Cet ouvrage rassemble les présentations réalisées par différents auteurs lors du Colloque « *Aménagement durable des territoires méditerranéens. Discours, pratiques, normes acteurs et espace* » réalisé en novembre 2010 à Aix en Provence. La thématique est analysée en se basant sur de nombreuses études de cas en Egypte, au Maroc, en Tunisie, au Liban, en France, en Espagne ou en Algérie, ou aborde des thèmes transversaux. Toute personne qui a une connaissance même partielle du littoral de la Méditerranée (ou de certaines de ses grandes villes ou régions) pourra y découvrir des éléments qui lui permettent de mieux comprendre les composantes du développement de la frange côtière au niveau local, régional ou national ou de réviser sa compréhension des problèmes observés lors de voyages, de visites ou de séjours plus longs dans certains des pays.

Quelques exemples :

- Au Maroc, la légalisation et la restructuration d'un quartier périurbain au développement illicite et les problèmes de mise en œuvre et de suivi, avec une implication souvent limitée des occupants alors que c'était un des objectifs initiaux.
- En Egypte, les auteurs mettent en évidence la responsabilité du gouvernement et le rôle des organisations non gouvernementales dans le développement durable du Caire, et, malgré tous les efforts, cette durabilité semble bien fragile au vu de la pression démographique et des migrations nationales.
- En Tunisie, la politique de développement du Grand Tunis a eu une influence énorme sur l'équilibre envisagé entre la capitale et les régions, coupant le pays en trois grandes zones, le grand Tunis de Bizerte au Nord à Hammamet vers l'Ouest, les rivages du sud orientés vers le tourisme et la zone intérieure rurale et agricole fortement enclavée. Le pôle unique de la capitale où se prennent toutes les décisions et où se font la majorité des investissements, a provoqué des migrations de personnes et de compétence au dépens des deux autres zones et certainement participé aux événements politiques récents. Parmi les grands projets de l'état, celui de Sfax (Taparura) pour la dépollution et la réhabilitation d'une zone littoral a pris de



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

nombreux retards et n'a pas atteint à ce jour l'objectif prévu, de rendre aux citoyens un espace de qualité tant terrestre que marin.

- En Corse, dans le cadre d'une analyse de l'impact potentiel du tourisme sur le prix du foncier, l'analyse des prix des terrains littoraux ou avec vue sur mer montre que selon les communes, selon le classement des territoires (périurbain, agricole ou autre) et leur potentialité de développement, la situation n'est pas uniforme, mais dans tous les cas présente un danger pour le maintien des activités agricoles, ce qui est ou a été le cas dans de nombreux autres sites le long du littoral méditerranéen.
- Le long du rivage de la partie nord du bassin occidental de la Méditerranée (Espagne, France, Italie), où le développement industriel initial tend à être remplacé par une autre industrie, celle du tourisme, c'est à travers le rôle passé et présent du Bassin minier de Provence que les auteurs montrent la complémentarité dans le temps des deux activités, les transformations possibles et l'importance de la capacité industrielle dans une optique de développement durable basé sur une diversification des activités.
- En Espagne, le tout développement touristique de la région de Murcie, montre les limites entre une volonté politique (à but purement économique), sans la prise en compte, d'une part, des limites environnementales en ressources naturelles, notamment l'eau, et d'autre part, une participation et une implication forte de la population locale, dont on veut changer le mode de vie sans leur demander leur avis. L'écroulement actuel de ce système de mono-développement basé sur le tourisme, et ce dans toute l'Espagne se voit décrit dans ce chapitre de l'intérieur.
- En Algérie, l'Etat a montré la voie, avec le support des organisations internationales, dans les changements opérés au niveau légal et institutionnel (sur une dizaine d'années) d'une politique forte pour un développement durable. Malgré cet arsenal plus complet que dans de nombreux autres pays, l'application en est difficile car il nécessite un changement des mentalités et des pratiques pour lesquelles peu d'effort de sensibilisation ou de formation ont été faits, creusant le fossé entre l'état et le citoyen.

L'ensemble des chapitres met en évidence qu'entre la volonté politique et la mise en œuvre, il est nécessaire de maintenir, dans le temps (souvent 10 ou 20 années) des actions d'information, de sensibilisation, d'éducation dans un cadre transparent de coopération, de coordination et de participation à tous les niveaux, le concept de développement durable étant souvent mal compris ou mal interprété. Dans ce cadre, le renforcement de la société civile et en particulier les organisations non-gouvernementales peuvent et doivent jouer un rôle important dans tout le processus.

Alain Jeudy de Grissac